

PREFECTURE DES COTES D'ARMOR
ARRETE

DIR	INFC	2002	30	EXEC.	ARCH.
CTA					
DSV 22 Reçu le	30 MAI 2002				N°
SPA					
HA					
ICPE					

**portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement**

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT
JLM

*Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU le Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 13 juin 1994 modifié le 1^{er} juillet 1999 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles et (ou) gibiers à plumes soumis à autorisation au titre de la protection de l'Environnement ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2001 établissant le second programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 19 octobre 1990 autorisant M. LE BIHAN Noël demeurant à TREFFRIN au lieu-dit « Kernevez » à exploiter à cette adresse un élevage avicole de 54.000 animaux équivalents (54.000 poulets de chair) ;
- VU la demande présentée par l'exploitant en vue de la régularisation de la situation administrative à TREFFRIN au lieu-dit « Kernevez » de 30.000 animaux équivalents en extension de l'élevage autorisé susvisé, ainsi que de la création d'une fabrique d'engrais et supports de culture (rubrique n° 2170-2), installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des Conseils municipaux de LE MOUSTOIR (7 novembre 2000), TREBRIVAN (27 octobre 2000), TREFFRIN (24 novembre 2000), CARHAIX PLOUGUER (29) (9 novembre 2000) ;
- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 7 mars 2002 ;
- VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 26 avril 2002 ;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L512 - 1 du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Egalité Fraternité

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage existant ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et qu'en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés au Code de l'Environnement (livre V – titre 1^{er})

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- ARRETE -

ARTICLE 1er -

1-1 - M. LE BIHAN Noël, ci-après dénommé l'éleveur, demeurant à TREFFIN au lieu-dit « Kernevez » est autorisé à exploiter à cette adresse (section C n° 737), conformément aux plans annexés à la demande, un élevage avicole dont la capacité maximale est de 84.000 animaux équivalents en présence simultanée répartis comme suit : 84.000 coquelets ou poulets ou pintades ou 28.000 dindes de chair, sous réserve que la rotation des productions sur les deux poulaillers permette de limiter la production d'azote à 12.900 kg par an.

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous réserve du respect des prescriptions réglementaires et de celles définies ci-après.

1-2 – Il est donné acte à M. LE BIHAN Noël de sa déclaration par laquelle il fait connaître qu'il va exploiter à cette adresse une fabrique d'engrais et de supports de culture à partir de matière organique dont la capacité moyenne de production est de 180 tonnes par an (de fumiers).

1-3 – Pour l'exploitation de cette fabrique d'engrais et supports de culture, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à déclaration sous la rubrique n° 2170-2 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions générales de l'arrêté préfectoral du 04/12/2000 susvisé ainsi que les prescriptions particulières définies ci-après.

ARTICLE 2 - Prescriptions particulières

2-1 l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1997 modifié ;

2-2 Aménagement des bâtiments :

2-2-1 – La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 3.000 m²

2-2-2 – Toutes les eaux usées (sas, etc...) y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2-3 - Sécurité :

2-3-1 – Les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

2-3-2 – L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2-3-3 – L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique) ; De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

2-3-4 – Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19.01.1977.

2-3-5 – Rendre accessible chacun des bâtiments par une voie de 4 mètres de large au moins, utilisable en toute circonstance, et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes.

2-3-6 – Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m³ conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951

ARTICLE 3 - Prescriptions particulières concernant la fabrique d'engrais et de support de culture (2170-2)

3-1 – La fabrication des produits (compost) sera réalisée :

- par maturation du fumier dans un hangar aménagé d'une surface de 130 m² permettant un stockage de 6 mois et offrant un accès aux engins et véhicules nécessaires à l'enlèvement.

3-2 – Conformité des produits :

Conformément au dossier déposé, les engrais (compost) fabriqués devront répondre aux exigences des normes en vigueur (fientes déshydratées Norme NFU 42001).

Pour les éventuels produits non conformes, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en œuvre (destruction, incinération, épandage, etc...).

3-3 – Destination des produits :

Les produits obtenus ne pourront en aucun cas être épandus dans des cantons où la charge moyenne en azote organique est supérieure à 140 kg d'azote par hectare. Cette exclusion concerne notamment les cantons en excédent structurel (exceptées les parcelles du plan d'épandage présenté dans le dossier).

3-4 – Traçabilité des produits :

Le pétitionnaire tiendra à jour un registre de la destination des engrais et produits (composts) comportant au minimum pour chaque enlèvement les informations suivantes :

- Date d'enlèvement du site,
- Nom, adresse et coordonnées du destinataire final,
- Nature,
- Nom du transporteur,
- Quantité en tonnes et en m³.

A la fin de chaque année civile, le pétitionnaire transmettra au service des installations classées un bilan annuel comportant :

- les informations définies ci-dessus
- les originaux des bons d'enlèvement,
- un état des stocks au 31 décembre.

Compte tenu de l'existence d'un contrat de commercialisation des produits par un tiers (SA LE MEE 22100 AUCALEUC) certaines informations demandées ci-dessus (destinataire final notamment) pourront être transmises directement par ledit tiers à l'inspecteur des installations classées. De plus, si le contrat de commercialisation n'est pas respecté ou renouvelé par les contractants ou est rompu, le pétitionnaire devra soit fournir un autre contrat qui présente les mêmes garanties, soit présenter un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, soit cesser l'exploitation partielle de l'élevage (1.200 m², soit 33.600 poulets ou 11.200 dindes).

ARTICLE 4 -

Les travaux prévus au point 1-2 seront réalisés dans un délai de 6 mois à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

ARTICLE 5 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 6 -

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 7 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 8 -

Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de TREFFRIN pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de M. LE BIHAN Noël.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de M. LE BIHAN Noël dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 9 -

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté d'autorisation du 19 octobre 1990 susvisé.

ARTICLE 10 -

"Délai et voie de recours" (article 14 de la loi n° 76-663) du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 11 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Sous-Préfet de GUINGAMP
Le Maire de TREFFRIN

L'Inspecteur des Installations Classées,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à M. LE BIHAN Noël pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de LE MOUSTOIR, TREBRIVAN, CARHAIX PLOUGUER (29) PLOUNEVEZEL (29) pour information.

SAINT-BRIEUC, le

14 MAI 2002

LE PREFET.

Pour copie certifiée conforme
L'Attaché, Chef de Bureau

Christian RAYMOND

Signé: [Signature] [Stamp]